

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh! oh!

**M. Woolliams:** Vous serez en orbite bien assez tôt.

**M. Baldwin:** Il est évident que certaines propositions du gouvernement ont été ramenées de la lune. Nous avons montré clairement qu'une période de 30 jours, dans un pays aussi vaste que le Canada et où les problèmes sont si divers, serait acceptable, et que, à compter du début du débat, 30 jours civils devraient s'écouler avant que toutes les questions pertinentes soient tranchées lors de la troisième lecture. Nous avons proposé cela au gouvernement, qui l'a rejeté.

Nous voulons aussi dire au gouvernement que s'il est possible d'en arriver à quelque entente, il faut alors que l'adoption de l'article 75c du Règlement soit à titre temporaire ou provisoire. Nous sommes prêts à discuter de la période de temps à prévoir pour l'application de cette clause. Au cours de la dernière session parlementaire le gouvernement s'était vu conférer durant le débat de décembre plus de pouvoirs et plus d'autorité que n'en avait jamais accordé une opposition.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baldwin:** Il sait aujourd'hui pertinemment que les crédits lui seront octroyés à une certaine date. Il a la certitude que les prévisions budgétaires des ministères feront l'objet d'une étude non au comité des subsides mais aux comités permanents. Durant la session les membres de notre parti et ceux de toute l'opposition, à vrai dire, ont apporté une collaboration suffisante.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Baldwin:** De fait, monsieur l'Orateur...

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Le débat sur le pipe-line qui revient.

**M. Baldwin:** Monsieur l'Orateur, je ne peux pas...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**M. Baldwin:** Je me reporte au compte rendu pour prouver mon assertion. Non seulement avons-nous collaboré, mais en maintes occasions les députés de l'opposition ont pris l'initiative pour disposer de mesures que le gouvernement jugeait essentielles à une saine

[L'hon. M. Pepin.]

administration du pays. Aucun gouvernement n'a jamais joui d'une plus grande collaboration de l'opposition que les honorables vis-à-vis...

**Une voix:** Honorables?

**M. Baldwin:** La coutume de la Chambre m'oblige à dire «honorables», monsieur l'Orateur. Ce que nous proposons et acceptons en ce qui concerne l'article 75c proposé par le gouvernement, c'est qu'il soit modifié de façon qu'on ne puisse limiter la durée des délibérations à une étape quelconque sans qu'il n'y ait eu une journée de débat. Cela nous ramènerait en fait aux dispositions prévues pour la clôture. Cette formule permettrait au gouvernement de s'acquitter de ses responsabilités.

La formule s'appliquerait aux étapes de la deuxième lecture, du rapport et de la troisième lecture. Si le gouvernement estimait alors que les circonstances justifient son intervention, qui reviendrait en fait à la clôture, il aurait le droit de proposer la motion au terme d'un débat d'une journée. Nous disons qu'il faut une autre limite de 30 jours, afin que le pays soit informé des questions et de tous les aspects en litige, de sorte qu'au besoin, l'opinion publique, cette arme puissante, puisse faire pression sur le gouvernement.

Nous disons enfin qu'il faut mettre l'article à l'essai temporairement. Nous avons dit que si le gouvernement pouvait prouver que son application est primordiale, notre parti apporterait toute la coopération voulue pour que l'article, ou une version modifiée, soit adopté. Au lieu de cela, le gouvernement a passé outre et il a choisi de continuer à foncer dans le tas plutôt que d'écouter la voix de la raison. Monsieur l'Orateur, nous l'affronterons sur son terrain.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, la première chose à dire c'est que le gouvernement a réalisé aujourd'hui une authentique première. Sans m'être donné la peine de parcourir toutes les pages du hansard je suis certain que c'est la première fois dans l'histoire de la Chambre des communes que la clôture a été invoquée pour imposer une autre clôture.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** C'est ce qui a été imposé aujourd'hui au détriment d'une formule de consultation et d'accord.